

# Lutte de classe

## Le PT s'adresse aux militants ouvriers « honnêtes » : pas à vous !

Le secrétaire national du PT termine ainsi le dernier éditorial de son journal (n°812) :

« *Sur un plan politique, la base de l'unité ne peut reposer que sur cette triple exigence :*

— *Maintien des régimes spéciaux et de tous les régimes existant !*

— *Retour aux 37,5 annuités pour tous, public-privé !*

— *Sortie de l'Union européenne et de son pacte de stabilité*

*Sur ces mots d'ordre, n'y a-t-il pas urgence à jeter les bases d'un authentique parti ouvrier indépendant combattant pour l'unité ? »*

Après avoir écrit, apparemment sur un plan syndical :

« *L'unité, c'est l'unité des travailleurs et des organisations sur la revendication commune à tous : « Maintien des régimes spéciaux et de tous les régimes existant ! Retour aux 37,5 annuités pour tous, public-privé ! » »*

Sur le plan syndical on ne peut que partager cette perspective, à ceci près que la journée de grève et les manifestations annoncées dans toute la France pour le 18 octobre par six syndicats sera la première démonstration de force du prolétariat contre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner depuis les dernières élections. Par conséquent, je pense qu'il faudrait y associer les lycéens et les étudiants avec leurs organisations contre la loi Péresse et le démantèlement de l'école publique. Je me disais aussi que pour que cette journée de grève nationale soit un succès, il faudrait ajouter l'abolition de toutes les lois contre-révolutionnaires promulguées ces derniers mois par le gouvernement d'union nationale, afin de s'adresser à toutes les couches du prolétariat qui en sont les premières victimes.

Sur le plan politique, de quelle unité parle Gluckstein ? Unité de qui avec qui ? Mystère !

Je pense que l'unité pourrait se réaliser sur les deux premières revendications (ou davantage) entre les différents partis du mouvement ouvrier, le PCF, le PT, la LCR, LO et les différents groupes de militants se réclamant de la révolution prolétarienne, en substituant la rupture avec le capitalisme à la rupture avec l'Union européenne puisque celle-ci interviendra naturellement qu'une fois posée au cours du processus révolutionnaire la nécessité de liquider les institutions de la Ve République et de rompre avec le capitalisme. Bien entendu le PS serait exclu du front unique, puisque le programme qu'il défend est en tout point identique à celui de l'UMP.

Mais il est vrai que Gluckstein oublie une fois de plus qu'il y a des institutions et une constitution dans ce pays. Et quand il parle de l'attaque contre les retraites, il ne cite qu'une fois timidement à la fin de son éditorial et nous verrons de quelle manière, dans le reste de son article il évite soigneusement de le nommer et surtout de le caractériser. On peut lire que Sarkozy a « confirmée » ces attaques, donc on pourrait penser qu'il n'en est pas forcément l'auteur, ensuite, il a « annoncé » que Xavier Bertrand, etc., comme le ferait n'importe quel porte-parole qui ne serait pas responsable des propos qu'il tient, vient après une « déclaration » de Santini à propos d'un « axe de travail », mais toujours pas de décisionnaire ou de responsable dans tout cela, il continue avec Sarkozy qui se borne à « annoncer » quelque chose, comme le ferait un publicitaire ou un responsable du marketing. Il faudra attendre la fin de son éditorial pour lire qu'il s'agit de « mesures Sarkozy-Fillon », il a « oublié » Kouchner, passons, pour immédiatement relier ces « mesures »... à l'Union européenne qui en serait la seule responsable, puisqu'il écrit qu'il serait impossible de s'opposer à ces mesures sans rompre avec l'UE, donc même si le gouvernement y était opposé, ne voulant pas rompre avec L'UE, ces « mesures » s'appliqueraient de toutes manières, ce qui permet de faire l'impasse sur la responsabilité du gouvernement. On a bien compris que ce sont des « mesures Sarkozy-Fillon », pour nous dire immédiatement après le contraire !

Autrement dit, il laisse entendre qu'il suffirait de rompre avec l'UE tout en conservant le cas échéant le gouvernement actuel, pour qu'il soit possible de satisfaire nos revendications, alors qu'en réalité c'est contre le gouvernement et les institutions sur lesquelles il s'appuie qu'il faut engager le combat, combat dont les dirigeants du PT ne veulent pas entendre parler.

Sachant qu'aucun parti ne considère la rupture avec l'Union européenne comme une priorité pour des raisons diverses, en mettant cette condition à l'unité des partis et militants du mouvement ouvrier pour défendre le régime des retraites, d'une part le PT s'isole, c'est son problème, d'autre part, il divise le mouvement ouvrier au lieu d'œuvrer à son unité.

Rappelons encore une fois, que seul un gouvernement révolutionnaire issu de la mobilisation du prolétariat rompra avec le capitalisme et avec l'ensemble des institutions internationales du capital, et qu'en aucun cas un gouvernement ouvrier composé des partis et des organisations ne s'engagera sur la voie du socialisme.

Pour ma part, je pense qu'il ne faudrait mettre dans un appel à l'unité aucune condition au combat contre le gouvernement pour le retrait de son projet sur les retraites et l'abolition des lois qu'il a votées depuis quatre mois. Au-delà du combat unitaire indispensable pour défendre nos droits et nos acquis économiques et sociaux qui peut faire l'objet d'un accord ponctuel entre les partis et les organisations, aux militants révolutionnaires et aux partis ouvriers, conformément à leur programme, de combattre sur le terrain politique pour aider la classe à prendre conscience de la nécessité d'en finir avec les institutions et le capitalisme...

En conclusion, quand on y réfléchit de plus près, on se rend compte que le PT étant incapable de se situer correctement sur le terrain politique, reste en plan sur le terrain du trade-unionisme qui est devenu son terrain de prédilection, sa seule raison d'être.

D'ailleurs quand Schivardi-Gluckstein affirme vouloir construire un nouveau parti avec des « *syndicalistes* », on est en droit de se poser une question : s'agira-t-il de syndicalistes qui continueront de se situer uniquement sur le terrain syndical une fois qu'ils auront adhéré à ce parti, auquel cas il s'agira plutôt d'un syndicat ou d'un parti réformiste de nature trade-unioniste, et s'ils quittent le terrain syndical pour se situer sur le terrain politique, sur quelle base se fera leur engagement politique, sur la reconnaissance de la lutte des classes et la rupture avec l'Union européenne ? Sachant que des pans entiers de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie nationalistes ou souverainistes sont sur le même axe, tout comme la défense de la nation, de la République ou de la démocratie en générale, on a le droit de douter fortement de son indépendance politique envers ceux avec qui ils partagent les idées ou les revendications.

Quand il lance un appel pathétique en direction des militants ouvriers « *honnêtes* » (1) qui ne peuvent que partager la ligne opportuniste du PT, on en vient à penser automatiquement, que tous les autres sont forcément malhonnêtes, dont votre serviteur, ou au mieux des abrutis, merci pour eux monsieur Gluckstein, il ne s'arrange décidément pas ! Après cette démonstration de démocratie appliquée, on comprend qu'il prenne la précaution d'indiquer qu'il veut construire un « *authentique* » parti ouvrier indépendant, dès fois que les militants s'imagineraient le contraire, « *malhonnêtement* » évidemment.

---

(1) « *Dans cette situation, tout militant ouvrier honnête tirera cette conclusion : prétendre, au plan politique, s'opposer aux mesures Sarkozy-Fillon sans rompre avec l'Union européenne ne peut que conduire à accompagner les contre-réformes et non les combattre.* » (surligné par Lutte de classe)